

SNEIBA MOHAMED

Bolletig, compromis et compromission

Histoire politique des deux putschs de 2005 et 2008

Chroniques

Préface

L'envie d'écrire sur l'homme Mohamed Ould Abdel Aziz m'est venue bien avant que le général commandant le Bataillon de la Sécurité Présidentielle (BASEP) ait pensé à déposer le président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi. La centaine d'articles parus dans divers journaux mauritaniens, entre le 3 août 2005 (coup d'Etat contre Taya) et le 6 août 2008 (déposition de Sidi) devait constituer l'ossature de ce livre auquel j'ai choisi le titre de « Maux croisés : Histoire politique des putschs du général Aziz ». Des écrits « en situation » sur des événements politiques dont l'intérêt journalistique – et plus tard historique – ne le cède en rien à ceux survenus après le renversement de Maaouiya et la « rectification » du pouvoir de Sidioca.

La place centrale qu'occupe le président Mohamed Ould Abdel Aziz dans la narration de ces événements est centrale. N'est – ce pas lui qui a préparé et exécuté le coup d'Etat contre le Président Maaouiya Ould Sid'Ahmed Taya ? N'est – ce pas lui, également, qui a soutenu la candidature « indépendante » de Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, a tenu tête au colonel Ely Ould Mohamed Vall (qui avait une vision tout autre de la transition militaire 2005-2007) ? Enfin, c'est aussi Aziz qui a organisé les « troupes » parlementaires qui ont déclenché la Fronde contre le « premier président démocratiquement élu ». C'est amplement suffisant pour que « Aziz », patronyme adopté par les Mauritaniens pour désigner celui qui a présidé à leurs destinées de 2008 à 2019 soit présent dans tous les articles de cet essai politique.

Pourtant, les digressions sont nombreuses. Les articles touchent à tout : Aziz, bien sûr, Sidioca, Messaoud, Daddah, la Majorité, l'Opposition, les intellos, l'Administration, le terrorisme, la drogue, les richesses mal acquises, la guerre – trompeuse – que mène « le président des pauvres » contre la gabegie, la presse....

On peut donc dire que ces écrits sont des critiques « en contexte ». Il ne s'agit nullement de parti – pris, même si la plupart de ces articles peuvent être assimilés à des pamphlets. J'ai cherché l'objectivité, moi qui n'appartiens plus à aucun parti politique depuis 1995. Mais une

objectivité qui n'est pas une simple exposition de faits. Il s'agit d'analyses qui s'appuient sur des faits récents, des corrélations évidentes entre personnalités et groupes politiques pas nécessairement du même bord, ayant conduit à des situations confuses de gestion du pouvoir. Ecrits en contexte, je le répète, ces articles ne sont dirigés contre personne mais ils n'épargnent personne. La seule chose qui plaide pour leur auteur est que tous les textes sont « en situation ».

Nouakchott, le 01/07/2010

1. Aziz

Depuis le 18 juillet 2009, Aziz n'a plus de passé. Les Mauritaniens voient en lui leur présent et leur avenir. Seuls ceux qui considèrent qu'il a « volé sa victoire » continuent à vivre en succédanés le fil des événements qui ont conduit de la « Révolution » du 3 août 2005 au Sacre du 18 juillet 2009, en passant par la révolte du 6 août 2008 appelée « Rectification » par les partisans du général.

Maintenant, la réalité est là : Mohamed Ould Abdel Aziz, né le 20 décembre 1956 à Akjoujt, est passé de général mauritanien, chef de l'État du 6 août 2008 au 15 avril 2009 au statut officiel de Président de la République Islamique de Mauritanie depuis le 5 août 2009. Lourde responsabilité que celle de devoir présider à la destinée d'un pays en chantier depuis plus d'un demi-siècle.

Que fera alors Mohamed Ould Abdel Aziz pour bâtir un Etat à partir de ce qui n'est encore qu'un puzzle ? L'homme qui est actuellement à la tête du pays doit rassembler patiemment ses éléments pour lui donner une image, une consistance qu'on appelle "Nation". Une tâche qui n'a pas été facile pour le premier Chef de l'Etat (Mokhtar Ould Daddah) qui a dû se surpasser pour éviter la dérive différentielle qu'exacerbent certains chauvinismes, qui dressent les uns contre les autres ceux qui défendent des privilèges et ceux qui réclament leur suppression.

Le pouvoir de Taya est allé directement à sa perte quand il s'est trouvé prisonnier de ces structures de l'ombre. Ce n'est pas une disculpation mais, au contraire, une entière responsabilisation de cet état de fait : « Il a utilisé ces structures pour consolider son pouvoir; elles l'ont utilisé pour (re)cueillir les fruits de leur soutien intéressé », disait le journaliste et politologue Mohamed Fall Oumeïr. De sorte que si l'on mesure, après chaque événement politique (élection présidentielle, compétitions électorales locales, campagnes de réimplantation du Parti au pouvoir ou même engagement intéressé dans les campagnes du Livre, de la lutte contre l'analphabétisme) l'assise populaire d'un homme politique quelconque, à l'aune des résultats qu'on lui attribue, il est évident que l'on fait fausse route.

L'expérience a prouvé, tout au long de ces vingt dernières années, que, qui tient les cordons de la bourse tient les foules. L'argent aliène les esprits et fausse le jeu démocratique. Pour certains gourous de la politique, les compétitions électorales et les campagnes d'adhésion sont l'occasion de placements souvent porteurs parce que le pouvoir n'a pas su – ou pu – éviter le piège tendu par les autres pouvoirs (Argent, Savoir, Tribus). Toute la question est là. Le Capital reste en dehors de la gestion politique directe du pays mais a une incidence certaine sur tout ce qui se fait. Même au plus haut niveau de l'Etat. Les politiques économiques suivies depuis le milieu des années 80 ont donné à l'élite économique du pays une place de choix. Les intellectuels se sont alliés au pouvoir de l'Argent - dont ils sont l'instrument administratif d'exécution - pour accaparer des pans importants du pouvoir politique décentralisé et faire profiter le Capital des énormes ressources drainées par le pouvoir central, non pas grâce à une vision claire de la réalité économique du pays et des exigences de son développement durable, mais par les jeux de soumission à la tutelle internationale conduite par la France, les USA et les institutions de Bretton Woods.

Enfin, les tribus gèrent le social et la politique locale (maires, députés, sénateurs) qui leur assurent une sorte de continuité historique dans un contexte de modernité contrôlée. C'est ce que certains appellent, sans réellement pénétrer les mécanismes complexes de son fonctionnement, la spécificité démocratique mauritanienne.

De tous les Colonels Présidents qui se sont succédé à la tête de l'Etat, après le 10 juillet 78, Ould Taya est peut-être celui qui a réussi, le temps aidant, à penser les tribus en termes de pouvoir. Il avait peut-être le désir de moderniser le pays mais il manquait quelquefois de discernement dans le choix des hommes et dans l'appréciation des faits. Son seul «mérite» était de prendre toujours au dépourvu une opposition dont erreur fatale était de croire aux apparences et préjuger, de ce fait, des capacités d'adaptation de l'homme à toute situation qui se présente. La politique «en situation», dirait Sartre.

Une situation qui pouvait assurer à « l'homme du 12/12 » une présidence à vie si le colonel Mohamed Ould Abdel Aziz n'avait décidé de profiter du séjour de Ould Taya en Arabie saoudite pour mettre un terme à un pouvoir de vingt ans. Cet épisode de la vie de ce militaire ayant subi sa formation d'officier interarmes à l'Académie royale de Meknès (Maroc), de 1977-1980, fait désormais partie de l'Histoire à ne pas oublier. Il fonde la remise en cause de la démocratie d'Ould Taya et tout le reste. Il fonde le mythe « Aziz ». Protecteur de Ould

Taya durant plusieurs années, le colonel commandant le Bataillon de la Sécurité Présidentielle (BASEP) prend subitement conscience de la force qu'il a entre les mains pour devenir président à la place du président.

Aziz est pleinement conscient de la responsabilité qu'il a jouée dans le maintien du pouvoir de Maouiya pendant plus de vingt ans. Je l'ai entendu faire son mea culpa à ce sujet, en juin 2008, lors d'une rencontre avec les membres de la commission de communication de sa campagne. C'est là une sorte d'antithèse de l'attitude de tous ceux qui se sont dérobés à la chute d'Ould Taya. Aucun ministre, à part Boydiel Ould Houmeid, aucun parlementaire, aucun chef de tribu ou intellectuel n'a voulu assumer une part de responsabilité dans les errements du pouvoir déchu. Curieusement, les laudateurs d'hier – et Dieu sait qu'ils étaient nombreux – se sont transformés en victimes. Pourtant, tout le monde sait que, malgré ce qu'on disait à propos de la Tribu du président, toutes les tribus qui comptent en Mauritanie étaient associées au pouvoir. Elles avaient le pouvoir de nommer et de dénommer, en fonction des intérêts du moment.

On avait cru alors que le nouveau président avait tiré la leçon de l'ère Taya. Le piège qui s'était refermé sur cet homme, dès 1987, ne fonctionnera pas cette fois – ci avec Ould Abdel Aziz, disait-on. La « Mauritanie nouvelle » qu'il voulait bâtir refuserait certainement le Système. La bataille entre les Anciens et les Modernes aura bien lieu. Tribus, Capital et Savoir ne pourront pas faire allégeance au nouveau pouvoir en tant qu'entités associées au pouvoir. Aziz qui a eu le temps de comprendre le Système ne peut, de manière si flagrante, mettre en avant ce que lui-même avance comme principaux griefs à l'encontre de son prédécesseur. C'est pourtant ce qui devait arriver.

Le 6 août 2008, suite à une crise politique, le président Sidi Ould Cheikh Abdallahi accuse les généraux Aziz et Ghazouani de pousser les parlementaires de la majorité à la fronde. Le président limoge donc quatre officiers de l'armée, dont Aziz. Ce dernier mène alors son deuxième putsch en l'espace de trois ans, devient chef de l'État et emprisonne le président Ould Cheikh Abdallahi. Le pays entre alors dans une crise sans fin entre partisans du coup d'Etat-Rectification et présumés défenseurs de la démocratie. Oui, parce que dans le camp de la nouvelle opposition, on sentait bien qu'il y avait autre chose que cette volonté de faire front contre les coups d'Etat. Certainement qu'un Messaoud Ould Boulkheir, un Mohamed Ould

Maouloud et un Ahmed Ould Daddah s'inscrivent bien – et logiquement – dans une conduite qui est la leur depuis 1992 mais les opposants de circonstances sont légion.

Le 12 avril 2009, Aziz annonce sa démission de l'armée et de la présidence de la République avant le 21 avril afin de pouvoir se présenter à l'élection présidentielle prévue le 6 juin 2009.

L'interim du pouvoir est assuré – constitutionnellement ? – par le président du Sénat, Bâ Mamadou dit M'Baré.

Finalement, les élections du 6 juin n'auront pas lieu. Un accord entre Aziz et les opposants au coup d'État est trouvé à Dakar et des élections consensuelles sont organisées le 18 juillet. Durant la campagne précédant cette élection, le général Aziz s'est élevé contre la politique israélienne en Palestine, lui qui, durant l'exercice du pouvoir à la tête de la junte, avait rompu les relations diplomatiques entre la Mauritanie et Israël suite à la première guerre de Gaza. Il est élu sans difficultés président en juillet 2009, avec 52% des voix, au terme d'une élection dont le résultat soulève de nombreux doutes sur sa régularité, au sein de l'opposition, mais acquiert tout de même l'assentiment de toute la communauté internationale.

C'est un retournement de situation que l'opposition mauritanienne n'arrive ni à comprendre ni à digérer. Pour elle, l'élection du 18 juillet 2009 n'a été que le prolongement d'un coup d'Etat non réprouvé énergiquement par la communauté internationale, et qui a fini par faire des émules en Guinée et à Madagascar.

Le second coup d'Etat du général Aziz a été présenté comme une « Rectification ». Une nécessité. Pourtant, il répondra toujours à la définition traditionnelle : « renversement du pouvoir par une personne investie d'une autorité, de façon illégale et souvent brutale ». Le projet révisionniste des généraux et des parlementaires frondeurs aurait été d'en faire une révolution populaire. Sidioca a précipité les choses en décidant de « décapiter » l'Armée.

Si, dans la forme, un putsch reste un putsch, la « Rectification » a été présentée comme une sorte de rédemption. Elle ressemble à une sorte de pronunciamiento, soulèvement militaire qui ne prend pas nécessairement la forme de coup d'État. Aziz qui cogérait, dit-on, le pouvoir avec Sidioca n'eut aucun mal à transformer l'essai de ce dernier en reprise victorieuse par le contrôle, très rapide, des organes centraux du pouvoir. Peut-être bien que le président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, dont la tentative de limogeage des généraux a été assimilée à un putsch manqué par certains, n'a pas compris que le secret, non seulement vis-à-vis de

l'extérieur mais aussi vis-à-vis des autres comploteurs (ses alliés politiques), constitue la première arme des putschistes, celle sans laquelle les meilleures préparations risquent de s'effondrer.

Ainsi, l'une des raisons de l'échec du putsch de Kapp à Berlin en 1920, fut-elle le manque de discrétion du général von Luttwitz, chef militaire de l'opération, qui alla présenter le soir du 10 mars un ultimatum aux gouvernants socialistes, et leur laissa 48 heures pour se retourner, avant de déclencher le putsch militaire annoncé, dans la nuit du 12 au 13 mars 1920.

C'est aussi que, lors de la préparation du putsch du 8 novembre 1942 à Alger (destiné à permettre le succès de l'Opération Torch), le jeune chef des groupes d'action d'Alger, José Aboulker, refusa, bien qu'il lui fit confiance, de donner à Henri d'Astier de la Vigerie, responsable de la conjuration pour l'Afrique du Nord, les noms de ses chefs de groupes avant les deux derniers jours précédant l'action. Ainsi, lorsque les patriotes passèrent à l'action, la surprise fut-elle si totale que ces 400 civils mal armés, commandés par leurs officiers de réserve, réussirent à neutraliser, à eux seuls, le corps d'armée vichyste d'Alger. En effet, les autorités vichystes, libérées au bout de quelques heures, s'efforcèrent, sans même y parvenir, de reconquérir complètement la ville au lieu d'attaquer les forces alliées sur les plages. Si bien que ces dernières purent débarquer sans résistance, encercler Alger et capturer ce grand port intact le soir même du débarquement.

La technique de base du coup d'État consiste à s'emparer des organes centraux de l'État ou à les neutraliser, en occupant leurs lieux de fonctionnement qui sont aussi les lieux symboliques du pouvoir.

C'est ainsi que procéda Napoléon Bonaparte, lors de son coup d'État du 18 brumaire. Disposant de l'appui de l'armée, il lui fallait contrôler le pouvoir civil. Or, sous le Directoire, la France disposait d'un exécutif tournant formé de cinq directeurs qui se succédaient, à tour de rôle, pendant des périodes limitées à quelques semaines. Si bien qu'il ne suffisait pas de contrôler cet exécutif tournant, car la réalité du pouvoir civil résidait dans un parlement affaibli lui-même par sa division en deux chambres. C'est pourquoi Bonaparte, en accord avec deux directeurs, Emmanuel-Joseph Sieyès et Roger Ducos, se préoccupa surtout de disperser ce parlement, dont l'une des chambres, le Conseil des Cinq-cents, était présidée par son frère Lucien Bonaparte. Mais au lieu d'annoncer brièvement sa prise de pouvoir aux parlementaires, Bonaparte trouva le moyen de s'égarer dans un discours ampoulé, et se fit

assaillir par plusieurs élus. Si bien que le coup d'État ne fut sauvé que par son frère, qui ordonna aux grenadiers de rétablir l'ordre en dispersant les élus récalcitrants. Bonaparte constitua alors un Conseil exécutif de trois membres composé de lui-même, de Sieyès et de Ducos, que le Conseil des Anciens transforma le lendemain en Commission consulaire exécutive.

Mais il ne suffit pas de s'emparer des organes centraux de l'État. Il faut aussi arrêter les gouvernants, faute de quoi il sera loisible à ceux-ci d'organiser une riposte.

C'est ce qui advint à Berlin, en 1920, où les ministres socialistes, avertis à l'avance, par l'ultimatum du chef militaire des putschistes, prirent le large avant l'arrivée du Corps franc Ehrhardt. Après quoi, une fois réfugiés en province, ils appelèrent avec succès la population à une grève générale dont le succès leur permit de reprendre le pouvoir.

Aziz n'avait pas besoin de tout cela face au pouvoir chancelant de Sidi. Politiquement et militairement, il avait toutes les cartes en main. Il savait que le plus difficile n'était pas de prendre le pouvoir mais de le légitimer.

À l'occasion d'un coup d'État, un « vide » constitutionnel et institutionnel apparaît. Il est donc nécessaire, généralement, de régulariser ce vide en créant une nouvelle Constitution.

C'est ainsi que la Commission consulaire exécutive présidée par Bonaparte présenta, le 22 frimaire, son projet de constitution consulaire aux deux Conseils des Anciens et des Cinq-cents qui l'entérinèrent, faisant ainsi rentrer le nouveau régime dans la légalité. La prise de pouvoir de De Gaulle en 1958, qui s'apparente sous certains aspects à un coup d'État, a conclu à la création de la Constitution de 1958, en vigueur en France.

Une autre solution de régularisation d'un coup d'État peut être trouvée par un plébiscite, comme ceux de Napoléon III, ou par des élections. Ainsi, leur action politique se retrouve légitimée a posteriori. Toutefois, cette solution se déroule souvent après l'établissement d'une nouvelle Constitution, de manière autoritaire, sans recours au suffrage universel et au principe démocratique. C'est exactement le cheminement suivi par le Haut Conseil d'Etat (HCE) mis en place par les généraux putschistes mauritaniens, quand la Rectification avait fonctionné avec une Charte constitutionnelle jusqu'au retour à la normalité par l'organisation d'une élection présidentielle.

Pour que les résultats du coup d'État soient acquis, il est préférable qu'ils correspondent aux vœux de la majorité de l'opinion publique et qu'ils soient compatibles avec le contexte international.

Le coup d'État de Bonaparte, le 18 brumaire, répondait à la volonté de la majorité des Français, qui, lassés des agitations révolutionnaires en tous genres, souhaitaient un rétablissement durable de l'ordre, et auprès desquels Bonaparte jouissait d'une forte popularité.

Le putsch d'avril 1961, perpétré par quatre généraux connus, bénéficiait lui aussi de l'appui d'une partie de l'opinion mais de l'opinion locale uniquement, car les Français, consultés précédemment par Charles de Gaulle sur l'autodétermination de l'Algérie, s'étaient prononcés massivement en faveur de sa politique. En outre, dans les forces d'Afrique du Nord elles-mêmes, les soldats du contingent métropolitain qui disposaient de nombreuses radios portatives, reçurent directement l'appel prononcé par de Gaulle contre les généraux et refusèrent de suivre leurs supérieurs dans la rébellion.

Le renversement du président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi pouvait répondre à l'un ou l'autre de ces deux scénarios. C'est l'attitude de la majorité des parlementaires mauritaniens et de la rue qui allait établir le rapport de forces entre le camp du président et celui des généraux. La rue bougea mais dans les deux sens. Les différents corps d'armées ne refusèrent pas de suivre les généraux dans la rébellion. La mainmise sur les organes de presse officiels permet au nouveau pouvoir de présenter son coup comme une aspiration des populations, ce qui n'était pas loin de la vérité, les Mauritaniens comprenant que Sidioca n'était pas réellement le détenteur du pouvoir.

Le succès du coup d'État dépend aussi du contexte international : les pays voisins peuvent être favorables ou non à cette entreprise et y réagir ou non militairement.

Dès les premiers jours, le Maroc et le Sénégal n'ont pas caché leur approbation. L'Algérie a réprouvé mollement alors que le Mali a préféré la prudence qu'offre toute attitude équivoque.

Mais les avis qui comptent, en réalité, étaient ceux de la France, de l'Union européenne et des Etats-Unis d'Amérique. La mise en avant de l'Union Africaine, au nom des Accords de Cotonou, n'était, en fait, qu'une sorte de justification par la communauté internationale de toute issue qui comporte un risque de récrimination a posteriori.

On peut dire, dans ce contexte, que le putsch du 6 août 2008 n'a réussi que grâce au contexte international, c'est-à-dire celui de la volonté de la France de s'appuyer sur le général Mohamed Ould Abdel Aziz pour contrer les opérations terroristes d'Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et de l'Espagne pour arrêter le flux des immigrants clandestins à partir du port de Nouadhibou.

Par contre, le contexte international était résolument méconnu par les dirigeants de l'opposition (FNDD et RFD), comme l'ont démontré les réactions de celle-ci aux démarches entreprises par le pouvoir dans sa volonté de plier la communauté internationale. Désinformée par son propre « service de renseignements », l'opposition mauritanienne avait beaucoup misé sur le rôle que pouvait jouer l'extérieur pour faire échouer le coup d'Etat. Elle estimait impossible que les États-Unis d'Amérique, dont le protégé Israël vient d'être chassé de Nouakchott, puissent accepter que le général Aziz s'installe définitivement au pouvoir. Elle pensait que les menaces de sanctions de l'UA et de l'UE allaient avoir de l'effet sur un pouvoir qui s'est appuyé sur la diplomatie parallèle d'Etats européens (France et Espagne) qui privilégient leurs intérêts sur celui des Etats « amis » et de leurs peuples.

C'est cette vérité générale en matière de politique et de relations internationales qui permit au général Pinochet qui a pris le pouvoir le 11 septembre 1973 par un coup d'État militaire contre le gouvernement d'Unité populaire du président socialiste légalement élu en 1970, Salvador Allende de rester longtemps à la tête du Chili. Suite au coup d'État du 11 septembre 1973, le général Pinochet dirige le pays pendant 17 ans, d'abord à la fois comme président de la junte militaire (1973-1981) et comme président de la République auto-désigné (1974-1981) puis seulement comme président de la République dans le cadre d'un nouveau régime constitutionnel à partir du 11 mars 1981.

Son régime est marqué par de multiples violations des droits de l'homme (plus de 3.000 morts et disparus, principalement dans les 5 premières années du régime selon le rapport Rettig, plus de 35.000 torturés, des dizaines de milliers d'arrestation de dissidents), lesquelles ont fait l'objet de deux rapports et de 4 procédures judiciaires dans les années 1990 et 2000, et occasionnent l'exil de plusieurs centaines de milliers de Chiliens. Sur le plan économique, son régime est marqué par la libéralisation de l'économie et l'ouverture du pays à la concurrence internationale, réformes inspirées par les « Chicago boys », rompant avec les précédentes politiques économiques interventionnistes, et qui sont contestées.

En 1988, il perd le référendum qu'il avait organisé pour se maintenir au pouvoir, doit organiser la transition démocratique, et cède le pouvoir à Patricio Aylwin (nouveau président élu) le 11 mars 1990. Il reste commandant en chef de l'armée chilienne jusqu'en 1998, puis devient sénateur à vie, en tant qu'ancien président.

En novembre 1998, il est arrêté à Londres à la suite d'une plainte internationale pour «génocide, terrorisme et tortures». Il est libéré pour raisons de santé en mars 2000. Personnalité très controversée au Chili, il est mort en décembre 2006, sans avoir été jugé.

C'est encore cette politique des intérêts qui priment sur tous principes démocratiques qui fait que l'Occident a fini par pardonner au Guide libyen Mouammar Khaddafi non pas le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir, il y a quarante ans, mais tous les « crimes » qu'on lui attribue : attentat dans une discothèque berlinoise fréquentée par des militaires américains en 1986, attentat de Lockerbie en Écosse contre un avion de ligne civil américain qui explose en plein vol, en 1988 (270 morts), ou encore attentat contre un avion français, le vol 772 UTA reliant Brazzaville à Paris, en 1989 (170 morts).

Aujourd'hui, le Guide qui assurait la présidence tournante de l'UA, aux pires moments de la crise politique en Mauritanie et porte désormais le titre de « roi des rois traditionnels d'Afrique », avait prononcé un virulent discours devant l'Assemblée générale de l'ONU et savouré sa victoire sur le Conseil de Sécurité qui lui a imposé des sanctions en 1992, dont l'embargo sur les installations pétrolières.

Le putsch du général Aziz est loin de tout cela. Il s'inscrit dans la droite ligne de son coup d'Etat contre l'ex président Taya, effectué sans effusion de sang et presque sans rancune. Du moins jusqu'au moment où il s'en prend, directement, aux hommes d'affaires issus de la tribu de l'ancien président. Il s'agit d'un réaménagement politique auquel lui et ses soutiens ont donné le non de « Rectification ! ». Une manière peut-être de reconnaître que l'élection de Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi n'a pas été une rupture avec le passé mais une simple « déviation ».

Nouakchott, le 01/11/2009

2. « Mauritanie Nouvelle » : Une année déjà !

C'est le 18 juillet prochain que l'ex-général Mohamed Ould Abdel Aziz célébrera, en grande pompe, son sacre, en cette date « mémorable » pour la Majorité où elle a laminé une opposition qui, elle, continue toujours à crier à la fraude. Ce sera une occasion de plus pour les soutiens du Raïs de mettre en avant les « réalisations grandioses » du bâtisseur de la Mauritanie Nouvelle et pour les autres, les partis d'opposition regroupés au sein de la COD (Coordination de l'Opposition Démocratique) de tirer à boulets rouges sur un régime taxé d'être la pire des dictatures.

Si on peut imaginer, déjà, le discours des uns et des autres, en l'absence du dialogue réclamé pourtant par tous, il sera difficile de savoir si le pouvoir sera en mesure d'amorcer, véritablement, le changement promis aux Mauritaniens depuis le coup d'Etat contre Maaouiya Ould Sid'Ahmed Taya, le 3 août 2005. Une promesse de changement renouvelée à l'occasion du putsch - d'aucuns parlent de « Rectification » - contre le premier président démocratiquement élu, Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi.

L'idée que l'on mettra encore en avant, côté majorité, les réalisations du pouvoir, ne peut empêcher de jeter un coup d'œil critique sur ce qui a été réellement fait.

Le pouvoir pourra bien se targuer d'avoir construit des routes (plus de 100 kilomètres de bitume à Nouakchott seulement), équipé des hôpitaux et des dispensaires, foré des puits, distribué des dizaines de tonnes de vivres aux pauvres et commencé la restructuration des quartiers périphériques («gazras» et kebbas) de la Capitale ! Mais on lui rétorquera que cela ne fait pas un programme de développement digne d'un président qui s'est présenté à ses électeurs comme le nouveau (le premier ?) bâtisseur de la Mauritanie.

Il est vrai que tout a été « accéléré » mais les projets grandioses dont le pouvoir célèbre aujourd'hui la mise en œuvre effective ont chacun une histoire derrière lui : Aftout Essahili, construction des routes Atar-Tidjikja, Kaédi-Sélibaby, Rosso-Boghé, la relance de la production de la SNIM, la construction d'une université digne de ce nom et de l'aéroport

international de Nouakchott. Même le lotissement de la gazra de «Hay Sakène» qui a permis à Aziz de se positionner, pour de bon, comme le « président des pauvres » à la veille d'une élection présidentielle pleine d'incertitudes, n'est pas vraiment un acte fondateur de cette « Mauritanie nouvelle » qu'on attend toujours. Un ministre de la Transition n'avait-il pas déclaré, en 2006, qu'il était convenu avec la Banque mondiale que le projet de lotissement démarre effectivement en 2009 ?

Sur quoi le pouvoir pourrait-il donc s'appuyer pour dire qu'il y a une véritable rupture avec le passé ? Comment s'empêcher de revenir sur la problématique soulevée par cette question qui a servi de justification pour tout ce qui est arrivé, de bon, de moins bon et de mauvais en Mauritanie depuis le changement du 3 août 2005 ? Quand le CMJD (Conseil militaire pour la justice et la démocratie) avait besoin de convaincre les Mauritaniens - et la communauté internationale - que la transition militaire 2005-2007 était un « mal nécessaire » pour instaurer une véritable démocratie. Quand, le Haut Conseil d'Etat (HCE), la junte au pouvoir aujourd'hui, avait réussi à désolidariser bon nombre d'acteurs politiques qui comptent de leurs formations pour les remobiliser ensuite dans le nouveau « parti » des Indépendants ! Quand les militaires qui soutenaient énergiquement le candidat à la présidentielle Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi avaient réussi à provoquer la rupture entre Messaoud Ould Boulkheir et Ahmed Ould Daddah, pour pousser le premier à soutenir Sidioca au deuxième tour. Quand ces mêmes militaires avaient fait en sorte qu'Ahmed Ould Daddah soit de leur côté lors de la « Rectification », quinze mois après !

Revivre tous ces événements, tous ces rebondissements de l'histoire politique récente de la Mauritanie permet de comprendre au moins une chose : On détient là la preuve que la Mauritanie est restée la Mauritanie. Celle de Taya ! Celle où les retournements politiques (les retournements de veste ou de boubou) les plus spectaculaires ne gênent personne. Celle où il est permis à chacun de dire la chose et son contraire, d'être opposant la nuit et « majoritant » le jour, honnête dans son discours et filou dans ses pratiques, fidèles parmi les fidèles du président Aziz, quand il s'agit de conserver son poste et médire de lui, quand on se croit en bonne compagnie, c'est-à-dire entre gens-qui-refusent-le-changement.

Après avoir perdu une bataille (ou beaucoup d'argent), on n'éprouve aucun scrupule à «rectifier» le cours d'un parcours politique qui se doit d'être gagnant à tous les coups. On était avec Sidioca parce qu'il avait la force avec lui (les colonels Aziz et Ghazouani qui avaient

déposé Taya). On l'abandonne en plein jour, et sans crier gare, quand on se rend compte que la force est désormais contre lui ! Quand les choses commençaient à se gâter entre le « premier président démocratiquement élu » et ses anges gardiens militaires !

Bien avant, juste après le 3 août 2005, certains ténors de l'Ancien Régime sont même allés en flux massif du côté du Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD) avec la forte présomption que la force était maintenant du côté d'Ahmed Ould Daddah. Certains « téméraires » ont persisté dans cette voie, d'autres ont fini par jeter l'éponge, mettant en avant le bon prétexte de la *realpolitik* pour revenir dans le giron du pouvoir, de la force. La « Mauritanie nouvelle », donc ?

Elle pouvait bien être cette lutte contre la gabegie engagée tambour battant par le pouvoir, bien avant que le patron du HCE ne devienne président de la République. Bien ou mal élu. Elle avait commencé par cette mise à l'écart bien polie de tous les anciens ministres de Taya. Il fallait bien un symbole fort pour prouver que la volonté de rupture avec le passé était bien réelle. Certes, ces hommes et femmes qui avaient démontré leur force, lors de l'élection présidentielle de mars 2007, en pesant de tout leur poids (tribal et financier) pour faire triompher Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, alors « le président qui rassure », étaient maintenus dans l'antichambre du pouvoir mais on n'osait encore les propulser de nouveau en avant : Conseillers du Président, ambassadeurs, directeurs d'établissements publics, président du Conseil constitutionnel, Médiateur de la République, etc. C'était pourtant la preuve – déjà – que la Mauritanie ancienne était toujours là, à l'affût, refusant de céder sa place à la « Mauritanie nouvelle » qui, on le comprend aujourd'hui, n'était qu'un slogan de campagne. Au pouvoir de prouver le contraire d'ici la fin du quinquennat du président Mohamed Ould Abdel Aziz !

L'Authentique (17/07/2010)

3. Faux débats à l'Assemblée nationale :

Il ne manquait plus que ça à l'Assemblée nationale pour que le pugilat verbal entre députés de l'opposition et de la majorité atteigne son comble. Lors du débat de la nouvelle loi sur les hydrocarbures, le député Mohamed Jemil Ould Mansour a tout simplement, traité le gouvernement de godillot, c'est-à-dire d'être aux ordres ! Le député Sidi Mohamed Ould Maham, l'un des leaders de la majorité présidentielle, s'insurge et pense que l'allusion est on ne peut plus claire : ce sont plutôt les députés de la majorité qui sont visés par de tels propos. Il demande pour la circonstance des excuses que son collègue de l'opposition, également président du parti islamiste modéré « Tawassoul », refuse de présenter, même quand le vice-président de l'Assemblée, El Arbi Ould Jideyne, le lui demande, menaçant même de lever la séance, en cas de refus.

C'est véritablement ici d'un faux débat qu'il s'agit. S'offusquer qu'un collègue juge l'attitude souvent « révérencieuse » de parlementaires de la majorité envers un gouvernement qu'ils soutiennent contre vents et marées, et ne s'en cachent pas, est un style nouveau qui dénote que l'objectif d'une telle polémique est ailleurs. On peut s'interroger sur le fait que, durant toutes les séances, le président de la République, autorité suprême dont l'intégrité est supposée être défendue par la loi, est « écorché » par des critiques de l'opposition, sans qu'un député de ceux qui le soutiennent ne demande, comme cela a été fait hier, qu'on présente des excuses ! On se rappelle aussi qu'il a fallu que le président de la République lui-même demande aux élus de la Majorité de prendre la défense de la politique du gouvernement, après avoir brillé, lors de la première session parlementaire, par leur silence, pour qu'ils sortent enfin de leur torpeur.

Ceci dit, un élu de la majorité est « traditionnellement » aux ordres ! On ne peut quand même pas lui demander d'épouser, à tous points de vue, les positions de ses adversaires politiques de la Coordination de l'Opposition Démocratique (COD) qui, faut-il le souligner, ont une ligne de conduite allant très souvent à l'encontre de la volonté du gouvernement.

En fait, la question qui se pose est de savoir si les députés de la majorité prennent les décisions (souvent pour une loi) par conviction personnelle ou, rarement contre, pour sauver

les apparences : Ne pas donner raison aux propos du député Jemil Mansour qui laisse penser, ironiquement, que nos députés godillots de la majorité suivent les consignes sans discuter.

Si l'on s'en remet à l'acception initiale – et non péjorative – du terme en France même (pays qui, soit dit en passant, est notre référence en démocratie), les expressions « parti godillot », « vote godillot », « député godillot » ne choquent personne. A peine laissent-elles penser qu'il s'agit de discipline rigoureuse quand elles renvoient à une personne exécutant les ordres ou suivant les consignes sans discuter, en particulier un parlementaire qui suit sans discuter les consignes de vote de son parti.

Mais si l'on pousse plus loin, l'on se rendra compte que l'allusion du député Jemil Mansour porte en elle-même tout ce qui doit être la séparation des pouvoirs fondant la démocratie même. Ainsi, un godillot – un député - est un représentant élu du peuple qui va se présenter aux débats en séance parlementaire mais ne va participer que de façon mineure dans le seul objectif de voir voter par le législatif exactement ce que l'exécutif souhaite, au mépris de la séparation des pouvoirs établie par la Constitution.

Concrètement, les « godillots », en France ou ailleurs, se repèrent en hémicycle à ce qu'ils ne prêtent aucune attention au fond des débats et se contentent, sans tenir compte d'aucune des argumentations prononcées, d'invectiver occasionnellement l'opposition sur la forme et de voter, en général à main levée, en accord avec les avis du gouvernement. S'il arrive souvent que l'on voit l'un de nos honorables députés perdu dans ses pensées, lisant ses notes ou même somnolant, cela ne peut que dénoter que les débats, en eux-mêmes, sont aléatoires. Le député en question sait, qu'au bout du compte, il lèvera la main pour entériner une loi qui, du seul fait d'avoir été débattue au niveau du Conseil des ministres et défendue par un membre du gouvernement devant les commissions spécialisées de l'Assemblée et du Sénat, est apte à franchir le cap des débats parlementaires. Une majorité est souvent faite pour ça !

L'Authentique (08/07/2010)

4. Une pensée pour la Mauritanie

Le risque de déflagration sociale qui menace l'existence même de la Mauritanie, en tant qu'Etat qui a toujours su gérer avec un brin de sagesse les crises qu'il traverse, pousse à se poser cette question : y a-t-il des Mauritaniens qui ne soient ni de la majorité ni de l'opposition pour appeler, sérieusement, au retour au calme ? Si la politique, comme activité et comme « business » a toujours montré qu'elle fait vivre son homme, elle tend à convaincre, ces jours-ci, qu'elle peut également provoquer l'irréparable...

Il faut bien que les partis politiques mauritaniens, de la majorité et de l'opposition, dont la raison d'être est d'être au service du développement économique, politique et social de la Mauritanie, jouent pleinement le rôle qui est le leur : régler la gestion du pouvoir à travers l'entente sur le partage des rôles dans une démocratie apaisée.

Quand la majorité rejette toute idée de partage du pouvoir avec l'opposition, elle n'enfreint nullement la sacrosainte règle qui préside au jeu démocratique en cours dans la plupart des systèmes républicains, mais elle entretient la confusion autour du lien qu'elle établit entre ce refus et l'absence de dialogue. Quand l'opposition fustige la manière dont le gouvernement mène les affaires du pays, elle joue « admirablement » bien son rôle mais ce n'est pas à elle de dicter la bonne conduite à celui que le peuple a choisi. Inutile de rester accroché à une élection présidentielle qui, même truquée, relève maintenant du passé. La précaution qui vaille était à prendre avant d'accepter de descendre dans l'arène. La Coordination de l'Opposition Démocratique (COD), renforcée aujourd'hui par l'arrivée en son sein d'un important groupe d'indépendants proches de l'ancien président Ely Ould Mohamed Vall et la revitalisation du parti Adil, ne doit pas s'en tenir à son vieux discours privilégiant la manière forte. L'appel à descendre dans la rue est une voie à ne pas expérimenter puisqu'on sait où elle peut mener. Elle ne garantit pas la stabilité même quand on parvient à provoquer la chute du régime incriminé.

Le dialogue qui sortirait le pays de la mauvaise passe qu'il traverse actuellement, doit être privilégié par les deux parties, quand elles comprendront, toutes les deux, qu'il n'y a pas de salut en dehors de cela. L'expérience de la crise qui a emporté, au bout de quinze mois, le

régime de l'ex-président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi doit servir à quelque chose : comprendre que personne ne se sauvera seul.

C'est un peu à l'image d'une structure qu'il faut imaginer un pays. Une structure qui se définit à peu près ainsi : « un tout formé d'éléments solidaires de telle sorte que la suppression de l'un de ces constituants élimine l'idée de structure ». Ainsi, une démocratie sans opposition est un non sens. On dira même qu'un pouvoir sans une opposition forte qui le pousse à agir, risque de ne rien faire, se reposant sur cette tranquillité que confère l'absence de réaction au niveau du parlement et de la rue. C'est pour cette raison que vouloir amener l'opposition à taire ses critiques relève d'une singularité de la démocratie mauritanienne, alors que l'on sait même que le plus grand vœu des chefs de la majorité est de pouvoir toujours brandir le « péril » de l'opposition aux yeux du pouvoir pour assurer la plus-value de leur soutien au président de la République !

Les élus de la majorité, les cadres de l'UPR – ou de toutes autres formations se réclamant du camp du président de la République, doivent savoir que le meilleur soutien qu'ils apporteront à son action et à celle du gouvernement consiste à ne pas suivre la voie de la surenchère actuelle. Tendre la main à l'opposition, favoriser le dialogue et contribuer à la recherche de solution à tous les problèmes politiques, économiques et sociaux qui menacent aujourd'hui la stabilité du pouvoir est la meilleure manière de prouver qu'on a une pensée – réelle – pour le développement, pour ne pas dire la survie, de la Mauritanie.

L'Authentique (04/07/2010)

5. Comment éviter l'irréparable ?

La scène politique mauritanienne connaît une accalmie trompeuse. Tout peut redevenir comme avant, si rien n'est fait, par les uns et les autres, pour aller courageusement et résolument vers ce dialogue que réclame le Mauritanien lambda. Il suffit de voir la manière dont le retour de « l'Odyssée » vers Gaza de Mohamed Ghoulam Ould El Haj Cheikh, président du « ribat » et deuxième personnalité de Tawassoul a été célébré par la COD et la CPM pour se rendre compte de la fébrilité de cette paix des braves.

Les dernières prises de position sur la crise politique en Mauritanie sont inquiétantes à plus d'un titre. Le débat jusque-là circonscrit dans les limites de la confrontation entre la Majorité et l'Opposition déborde pour gagner des cercles où la politique n'a pas sa place. La majorité accuse l'opposition de chercher à étouffer la Mauritanie en appelant de tous ses vœux l'échec de la rencontre de Bruxelles. On va même jusqu'à penser que des relais de la Coordination de l'Opposition Démocratique (allusion à l'ancien diplomate français Bertrand Fessard de Foucault) travaillent avec acharnement pour mettre à mal les autorités de Nouakchott avec leurs amis européens. L'opposition rend à la CPM (Coalition des partis de la Majorité) la monnaie en insinuant que le régime est plus que jamais sous la botte de la France et plus précisément des réseaux d'affaires qui ont contribué à la réussite du coup d'Etat du 6 août 2009 et du passage en force du général Aziz, lors de la présidentielle de juillet 2009. Mais ce qui fait peur, c'est cette ignorance dans les deux camps, que la surenchère n'est pas vraiment la voie qui permettra à la Mauritanie de retrouver un semblant de sérénité. Face à une scène politique qui boue, d'aucuns se demandent si la résolution de la nouvelle crise mauritanienne ne passera pas, encore une fois, par la voie de l'étranger. Le président Wade ? La France ? Peut-être bien, mais surtout pas la Libye ! On se rappelle encore avec amertume le rôle joué par le Guide dans l'enlisement de la crise de 2008. Face aux réticences de la classe politique mauritanienne à faire en sorte que tous les protagonistes se retrouvent autour de la même table, il ne faut pas attendre que la crise atteigne son comble pour venir jouer aux pompiers. C'est cela que les uns et les autres doivent comprendre d'abord pour accepter ensuite que la nature de la crise mauritanienne actuelle requiert uniquement des parties en conflit l'acceptation du principe qu'une majorité se doit de débattre de certaines questions nationales avec son opposition. L'idée que tout doit passer par un partage du pouvoir, dans le cadre d'un

gouvernement d'union nationale ne s'impose pas comme le règlement d'une crise relevant plus de l'appréciation d'une situation générale du pays que d'un conflit ouvert pour l'accession ou la maîtrise du pouvoir.

C'est dans ce cadre précis que l'on replace la bataille qui s'engage pour savoir comment l'opposition compte pousser le président de la République et ses soutiens au dialogue mais, surtout, ce que la Majorité projette de faire pour que le gouvernement qui la représente ne plie sous le poids des difficultés.

Et l'on peut dire que, d'une certaine manière, l'extérieur jouera un rôle déterminant dans le rapport des forces entre les deux camps en conflit. S'il fait de la tenue de la table ronde de Bruxelles une condition sine qua non du dialogue entre les deux parties !

Ainsi, le retour rapide de l'aide publique au développement (APD) et son accroissement joueront en faveur du gouvernement du Premier ministre Moulay Ould Mohamed Laghdaf, qui fait face actuellement à un sérieux problème de financements de nouveaux projets, comme l'opposition n'a pas manqué de le souligner. Les réticences de l'UE, par rapport à la demande d'un nouveau partenariat dont les contours devraient être précisés, lors de la rencontre de Bruxelles, ne peuvent s'expliquer que par la persistance de la crise politique qui rend aléatoire toute arrivée de nouveaux investissements directs étrangers (IDE). Il faut donc au Gouvernement mauritanien de solides arguments pour que les investisseurs européens reviennent revigorer une économie dont les deux mamelles (la pêche et l'agriculture) ne laissent plus couler, depuis 2008, cette énergie qui permet au secteur privé de ne pas trop compter sur l'aide des pouvoirs publics.

La non reprise de l'APD, en volume et en diversité (pêche, santé, éducation, décentralisation, eau, électricité, routes) fait le jeu de l'opposition. Elle contribue à accélérer l'essoufflement d'un gouvernement obligé à se serrer la ceinture pour pouvoir financer les quelques projets en cours sur le compte d'un budget de l'Etat dont les recettes, hors financement extérieur, sont toujours aléatoires. L'augmentation de certains impôts et taxes montre bien l'état de précarité de ces ressources, même si, jusqu'à présent, le gouvernement gère tant bien que mal « l'existant » en l'orientant de façon ingénieuse vers les priorités du « président des pauvres » (construction de routes, équipement d'hôpitaux et de centres de santé, lotissements des «gazras», adduction de réseaux d'approvisionnement en eau potable dans certaines localités du rif mauritanien).

Mais cela est insuffisant pour que le programme initial du président Ould Abdel Aziz prenne forme de la manière dont il l'avait lui-même présentée lors de la campagne présidentielle. Pour tendre vraiment vers le « changement constructif », slogan de campagne de l'ex général alors candidat à la présidentielle de juillet 2009, il faut plus que des coupes dans les budgets de certains départements et leur réorientation vers les secteurs sociaux.

L'Authentique (07/06/2010)

6. Entre l'optimisme béat de la majorité et le pessimisme apocalyptique de l'opposition

Les deux meetings que l'opposition et la majorité ont organisés samedi dernier à Nouadhibou continuent encore à faire parler d'eux. Qui a remporté cette manche ? A quoi sert-il de montrer ses biceps pour un pouvoir en bute à des problèmes de toutes sortes ? Que gagne l'opposition à suivre la même voie de l'escalade ? Des questions qui soulignent l'ampleur du fossé qui sépare désormais les deux camps.

La Coordination de l'Opposition Démocratique (COD) voulait faire de ce meeting le départ d'une série d'actions destinées à ébranler le pouvoir du président Aziz alors que l'Union pour la République (UPR) cherchait, elle, à démontrer que l'opposition ne dispose d'aucun moyen pour arrêter ce que la majorité considère comme une descente aux enfers de ses principaux adversaires (APP, RFD), consécutive à la débâcle de l'élection présidentielle de juillet 2009. Toujours est-il que dans cette confrontation verbale, pouvant déboucher, si on n'y prend garde, sur des échauffourées de rue, à l'image de celle que vit Nouakchott depuis plusieurs jours, avec le mouvement des dockers, les populations s'exposent le plus et commencent déjà à faire sentir leur désarroi.

Comment nier que la vie du Mauritanien ordinaire, non politisé, n'est faite, bien avant le changement du 3 août 2005, que de problèmes en série ? Si l'on convient que Maaouiya menait le pays droit contre le mur, on ne peut pas dire pour autant que les régimes qui lui ont succédé amorcent le bon virage pour le sauver. Depuis « la chute du dictateur », la noria du désespoir continue. La transition militaire 2005-2009 qui devait être une rupture définitive avec le cycle des coups d'Etats, est en phase de donner à la Mauritanie la palme d'or, en matière de prise du pouvoir par la force. Elle s'est avérée n'être qu'une pause, une sorte de « repos du guerrier », pas plus. Le début de l'Histoire, l'éternel recommencement, a pris le visage de cette « Rectification » qui a remis la Mauritanie dans l'ordre normal des choses, alors qu'on commençait à la citer en exemple de « bonne démocratie », comme on parle de bonne gouvernance !

On se surprend nous-mêmes à penser que tout ce que nous avons entrepris, pour oublier le Système Taya, n'était qu'un jeu. Un « masrah » (théâtre) dans lequel chacun avait son rôle

bien défini à jouer. En fait, un contrat de dupes qui donnait à l'opposition démocratique à l'Ancien Régime le mauvais rôle, celui de « pacifier » les rapports avec les rescapés du Système, de prêcher la bonne parole à l'extérieur, pour amener la communauté internationale à croire en le processus mis en branle par les militaires du CMJD (Conseil militaire pour la justice et la démocratie) mais surtout, à servir de caution à la bonne transparence des élections, en participant à la course présidentielle précédée par celles des municipales et des législatives. Tous les malheurs de l'opposition viennent de là. Elle n'a pas su discerner, à temps, le jeu qui a permis au Système de reprendre la main. Même les militaires qui donnaient l'impression d'être les maîtres du jeu, étaient en réalité – déjà – les otages et (les victimes) de la machine mise en branle par les forces qui refusent le changement.

La crise qui a opposé le président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi aux généraux Aziz et Ghazouani n'était, elle-même, qu'un acte majeur, de la « transformation » - retour vers le système. Là encore, l'opposition qui a pris la (mauvaise) habitude de prendre ses rêves pour la réalité, a aussi accepté de s'engager, au nom de l'Accord de Dakar, dans une élection que tout le monde savait perdue d'avance. Un autre coup dur pour elle, qui explique, en grande partie, son affolement actuel. Faudrait-il alors que l'opposition accepte de se remettre en cause, de savoir que tout ce qui lui arrive est vraiment par sa faute. Quand on joue, on le fait à quitte ou double ! Il ne faut pas attendre d'être battu, dans une élection ou au niveau du discours qu'on présente aux populations, pour dénoncer le choix des armes.

C'est pour dire que l'opposition, même si elle a raison sur certains aspects de la critique qu'elle formule aujourd'hui à l'encontre du pouvoir (mauvaise gestion économique, amateurisme en politique, risque de déflagration sociale, mauvais choix diplomatiques) doit tempérer ses ardeurs pour être en adéquation avec son souci de préserver l'intégrité du pays, sa stabilité et sa cohésion. A trop tirer sur la ficelle, elle risque de casser. Et pousser l'extrémisme dans le verbe jusqu'à traiter le président Aziz de tous les mots et maux n'aura, comme effet, que de le rendre encore plus favorable aux thèses de ceux qui, au sein de sa majorité, refusent, justement, qu'il pense au dialogue avec la COD. C'est justifier – et peut-être renforcer – les sorties intempestives auxquelles recourt, de plus en plus, un des ministres de la République comme la « formule magique » qui lui garantirait de rester dans un gouvernement où il passe pourtant pour l'un des plus grands gaffeurs ! L'opposition doit faire preuve de sagesse mais surtout de patriotisme pour ne pas pousser jusqu'au bout son désir de

voir partir le régime. Même au prix de cinglants affrontements entre ses militants et ceux de la majorité.

Pourtant, parler aujourd'hui de majorité présidentielle en Mauritanie prête à sourire. Une majorité suppose des partis alors qu'il n'y en a aujourd'hui qu'un seul, l'UPR, qui accapare la scène politique nationale. Au nom du pouvoir, elle a réussi à confiner les partis politiques qui ont scellé pourtant avec elle l'acte de naissance de la CPM (Coalition des partis de la majorité) dans une sorte d'antichambre du pouvoir. Une sorte de non existence totale, n'eut été la présence, au sein du gouvernement de Naha Mint Mouknass, présidente de l'UDP, au poste de ministre des Affaires étrangères, et dans les deux chambres du Parlement d'une bonne dizaine d'élus de la majorité qui résistent encore à l'appel des sirènes de l'UPR.

Aujourd'hui, le parti-Etat est au centre des débats (et ébats) qui secouent la Mauritanie. Défendant certes le président de la République et le gouvernement contre les attaques de l'opposition, la majorité (en fait, l'UPR) roule d'abord pour elle-même ! Le refus d'ouverture au dialogue n'est ainsi perçu par les observateurs que comme une crainte de voir retomber d'un cran la bonne cote de personnalités politiques qui entretiennent, à merveille, leur utilité pour le pouvoir.

Mais cette majorité là, doit savoir que même s'il est exact que des améliorations ont été apportées au système de gestion du pays, aucune des « pollutions » (déviation du projet post-transitoire commun) que décrit l'opposition n'est une insinuation; elles ne doivent pas être minimisées, elles sont des dangers certains, mais évitables pour la plupart. Le ciel de nos objectifs de démocratie peut redevenir clair, l'expérience de 2005-2007 le prouve.

Nos administrations devenues cloaques peuvent redevenir limpides, la peur qui règne aujourd'hui au sein des sociétés dont les directeurs craignent les contrôles et les limogeages le montre. Il suffit seulement que la majorité arrête de tricher en aidant le président de la République à corriger le tir au niveau d'une lutte contre la gabegie qu'elle a cherché à orienter – uniquement – vers ceux qui ne sont pas du même bord.

L'opportunisme qui prend le visage du nomadisme politique est inévitable, il est lié à l'insatisfaction de l'homme, à ses désirs, à ses ardeurs. Personne ne peut arrêter cette marche. A la classe politique tout entière de veiller à ce que les avantages en surpassent les conséquences fâcheuses.

Mais le rôle des moralistes, des penseurs, de ceux qui détiennent le pouvoir et la parole est d'aider l'homo mauritanicus à vivre, et non d'entretenir l'angoisse et le désespoir.

L'Authentique (27/05/2010)

7. Entre deux « oppositions »

La situation en Mauritanie se gâte vraiment et ce ne sont pas les populations qui assistent impuissantes au pugilat entre la Majorité et l'Opposition qui diront le contraire. La récente augmentation du prix du carburant à la pompe vient encore alimenter la polémique sur une situation économique des plus troubles. L'implantation du parti au pouvoir, l'Union pour la République (UPR) que cherchent à contrecarrer ceux de l'opposition est un autre facteur contribuant à rendre l'atmosphère encore plus lourde. Mais ce qui brouille le plus les affaires du pouvoir c'est sans doute ce changement de programme au niveau de la gouvernance qui fait revenir, l'un après l'autre, les poids lourds de l'Ancien régime !

Et aujourd'hui, il n'est plus question vraiment de juger le gouvernement de Moulay Ould Mohamed Laghdaf en fonction de ce qu'en dit l'opposition. La situation générale du pays est si grave que le remède de cheval qu'il faut lui administrer doit être prescrit par tous, ce qui rend inévitable le dialogue inclusif que toutes les parties politiques se sont ingénérées, jusqu'à présent, à fuir.

Voulant garder la mainmise totale sur l'Etat, la majorité qui a porté Ould Abdel Aziz au pouvoir, après avoir soutenu sa « Rectification », ne veut rien entendre à ce sujet. C'est comme si elle fait passer ses intérêts propres avant ceux du président de la République – qui a des engagements à tenir – et des populations (qui souffrent de devoir subir les caprices infinis des hommes politiques). D'aucuns considèrent même que la volonté d'affermir ses positions pousse cette majorité à s'opposer au changement ! On explique ainsi le ralentissement remarquable – et remarqué – dans les programmes de lutte contre la gabegie dont on parle très peu aujourd'hui. Les limogeages quasi hebdomadaires qui étaient devenus le hobby du Conseil des ministres, ne sont plus qu'un lointain souvenir. On oublie qu'ils avaient tout de même comme effet de limiter le saccage des biens publics, en pesant, comme une épée de Damoclès, sur la tête de tout gestionnaire de fonds publics. Le limogeage, jeudi dernier, du Secrétaire général d'un ministère où le bruit court depuis plusieurs semaines sur la présence de plusieurs scandales peut être interprété comme une timide tentative de reprise en main de la situation à ce niveau de la mise en œuvre du projet réformiste de Mohamed Ould Abdel Aziz.

Mais le casse-tête qui se pose aujourd'hui au président de la République c'est véritablement ce retour en arrière. Il ne s'agit pas seulement de cette campagne d'implantation qui prend l'allure de celle d'un parti-Etat, avec l'enrôlement systématique de tous les cadres dont certains occupent de hautes fonctions dans l'Administration, mais du retour aux affaires d'anciens barons du Parti Républicain Démocratique et Social (PRDS) de Taya. Ainsi, la nomination d'un nouveau Chargé de Missions à la Présidence de la République intervient vingt-quatre heures seulement après la désignation de cet homme comme coordinateur de la campagne de réimplantation de l'UPR dans trois des neuf moughataas de Nouakchott. Une façon de lui donner de solides arguments pour faire pression sur les populations issues de son milieu et qui savent maintenant qu'il peut «arranger» quelques-uns de leurs problèmes. La « promotion » de Me Sghair Ould M'Bareck, qui passe de Médiateur de la République au poste tant convoité de Président du Conseil Constitutionnel, entrerait dans le cadre de cette volonté de renforcer l'assise populaire d'un pouvoir qui se cherche encore. Mais le revers de la médaille c'est que ces nominations en série (Kaba, Lemrabott, Ould Jafar, Sghair, Bâ Abdoulaye...) réveillent de vieux souvenirs et font douter de cette volonté perçue chez le président Ould Abdel Aziz d'aller de l'avant ! Certains malins esprits voient même ce virage à 190° comme une manipulation de la majorité « traditionnelle » pour préparer le retour de ses barons au devant de la scène. Ce qui serait en fait une victoire de la vieille garde du défunt PRDS contre les « Indépendants » de la première transition militaire 2005-2007 et contre les parlementaires dirigeants de la Fronde contre Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, partisans, on le sait, du renouvellement de la classe politique.

C'est donc « l'opposition » interne au changement qui vient de porter un rude coup à l'image jusque-là positivement bien perçue du président Mohamed Ould Abdel Aziz dans les milieux populaires et progressistes. De telle sorte que l'autre opposition – celle qui ne s'en cache pas – est en train de rire sous cape. Pour elle, il y a certainement de la matière à utiliser contre ce discours qui prônait, jusque-là, la rupture avec le passé politique du pays. A l'image du retour au devant de la scène d'anciens compagnons d'armes du président Taya, mettant fin ainsi au discours, critique à outrance, de cette sombre période. C'est même, pourrait-on dire, un argument de poids que la Coordination de l'Opposition Démocratique (COD) allait utiliser malicieusement dans ses différents meetings de dénonciation de la situation préoccupante du pays, et notamment lors de la manifestation de dénonciation de ce qu'elle appelle « les échecs et mensonges du pouvoir ».

Ce n'est donc pas sans raison que certains observateurs de la scène politique nationale n'hésitent pas à qualifier la position du président Ould Abdel Aziz de délicate. Pris en étau entre la COD, qui met en doute ses capacités de gestion du pays, et la CPM (Coalition des Partis de la Majorité) dont certains segments manifestent une certaine résistance à un changement allant à l'encontre de leurs intérêts d'avant le changement du 3 août 2005, le Chef de l'Etat est aujourd'hui critiqué par une partie de la rue pour ses valse-hésitations mais surtout pour le paradoxe né de quelques-uns de ses choix politiques.

La lourde atmosphère qui prévaut aujourd'hui en Mauritanie rappelle, à tous ceux qui feignent de l'ignorer, que la crise est encore là, menaçante, pesante et chargée d'incertitudes, comme aux pires moments du changement anticonstitutionnel d'août 2008. Incapables d'avancer sur la nouvelle voie de l'apaisement, après avoir tiré les enseignements qu'il faut de la Rectification et de ses dommages collatéraux, les acteurs politiques de la majorité et de l'opposition « rebelotent » pour lancer le pays dans une nouvelle crise. Une nouvelle aventure dont il n'a vraiment pas besoin.

L'Authentique (21/05/2010)

8. ADIL : Une cohésion de façade ?

Le Parti national pour la démocratie et le développement (PNDD-Adil) vole l'actualité au tout puissant parti-Etat, l'Union pour la République (UPR) qui vient juste d'achever son implantation et d'entrer dans un nouveau chapitre de guéguerre politique avec la COD (Coordination de l'Opposition Démocratique). Ce qui a été assimilé par les observateurs à une OPA sur les partis RPM du Dr Louleïd Ould Weddad et l'Alternative, de Mohamed Yehdih Ould Moctar El Hacem s'avère être le début d'un cauchemar politique qui laisse présager l'implosion d'un parti qui n'a, véritablement, jamais décollé.

A l'origine de cette crise interne se trouve la divergence de points de vue entre les deux hommes forts de cette formation : son président Yahya Ould Ahmed Waghef, ancien Premier ministre du président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, destitué en août 2008 par le général Mohamed Ould Abdel Aziz, et Boidiel Ould Houmeïd, qui occupait le poste de ministre Secrétaire général de la Présidence auprès du même président.

La perspective de devoir s'ouvrir à d'autres personnalités politiques d'envergure et de restructurer le parti Adil ne semble pas constituer, aux yeux de son actuel président, une raison suffisante pour remettre en jeu son poste. C'est sur cet aspect de la question que s'opposent Ould Ahmed Waghef et Boidiel. Ce dernier chercherait apparemment à impulser un nouveau départ à une formation qui, franchement, était déjà moribonde bien avant l'éclatement de cette crise qui risque de l'emporter.

On semble oublier, en effet, que parmi les « griefs » faits par les généraux Aziz et Ghazouani au président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi figurait en bonne place cette volonté de créer – recréer – les conditions d'un retour au parti-Etat qu'était le PRDS (Parti républicain, démocratique et social) accusé d'avoir servi la dictature Taya. Le sauve-qui-peut provoqué par les militaires, et qu'on avait appelé, fort justement la « Fronde », ayant conduit même au départ du Secrétaire général du parti, l'actuel ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Ould Aboye, ainsi que d'un important groupe « d'Indépendants » était un signe avant-coureur de la crise qui sera vécue au niveau de cette formation politique, en même temps que celle qui opposait Sidioca à ses soutiens militaires. On peut dire que, depuis ce moment, Adil était maintenu, artificiellement, entre la vie et la mort. Du fait qu'il avait servi

comme prétexte pour abattre le pouvoir du « premier président démocratiquement élu », il était exclu qu'il puisse servir, à nouveau, comme parti-Etat, la nouvelle cause des généraux.

C'est ce qui explique, entre autre, l'option qui a conduit à la création de l'UPR et le peu d'empressement des nouvelles autorités à mettre des bâtons dans les roues de la formation des anciens soutiens politique de Sidioca.

Mais la tentative de regroupement est considérée par nombre d'observateurs comme une véritable menace sur le pouvoir de Mohamed Ould Abdel Aziz qui n'aura plus à faire face à deux grands partis opposants (RFD et APP) mais à trois. Une donne qui risque encore d'être plus compliquée si, comme cela se raconte depuis quelques semaines, les amis de l'ancien président du Conseil militaire pour la justice et la démocratie (CMJD), le colonel Ely Ould Mohamed Vall, arrivent à créer leur propre structure politique et décident de s'aligner, résolument, sur les thèses défendues par la COD.

Pour l'instant, ce qui est sûr, c'est que la majorité doit rire sous cape des déboires de l'un de ses adversaires politiques les plus sérieux.

En fait, l'implosion d'Adil est le meilleur « cadeau » que ceux qui l'ont provoquée pouvaient faire à l'UPR. On n'ira pas jusqu'à dire que c'est fait volontairement, par une quelconque taupe du pouvoir, un peu à l'image de la fronde qui a provoqué la chute du président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, mais il est étrange quand même qu'un parti soit menacé de disparition au moment où l'on s'attendait à ce qu'il reprenne des forces !

On peut même se demander si la cohésion de façade du parti Adil n'est pas la reproduction en miniature de celle de la COD. Suffirait-il que l'on en arrive à un quelconque partage du pouvoir, au sein de l'opposition, pour que les rivalités resurgissent ?

Pour une question de principe démocratique, le maintien de Yahya Ould Ahmed Waghef à la tête du parti Adil, ou de la nouvelle formation qui naîtrait de ses cotes, ne doit pas dépasser les limites de la tenue d'un congrès (extraordinaire) au cours duquel ceux qui aspirent au leadership s'en remettent au suffrage des militants.

Mais on peut dire que les malheurs actuels – et à venir du parti Adil, s'il parvient à survivre à la crise – sont inhérents au fait qu'il renferme en son sein des hommes « rebelles » à toute autorité autre que celle qu'a toujours exercée sur eux l'ancien président Taya : Boidieil, Louleïd, Ould Moctar El Hacén, étaient toujours du premier cercle dans les sphères du